

Arrêté ordonnant le déroulement d'une enquête publique sur la demande présentée
par la société SYMEO en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter
un centre multi-filières de traitement de déchets ménagers et assimilés à Villers-Saint-Sépulcre

LE PREFET DE L'OISE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement, notamment les livres I^{er}, titre II des parties législative et réglementaire, relatifs à l'information et à la participation des citoyens, et le chapitre III se rapportant aux enquêtes publiques relatives aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement ;

Vu la demande formulée le 24 novembre 2010, par la société SYMEO en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un centre multi-filières de traitement de déchets ménagers et assimilés à Villers-Saint-Sépulcre ;

Vu l'étude d'impact présente dans le dossier d'enquête publique ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées du 17 mars 2011 et l'avis de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie du 20 avril 2011 ;

Vu la saisine de l'autorité environnementale du 5 mai 2011 ;

Vu la décision du 10 juin 2011 du président du tribunal administratif portant désignation d'un commissaire enquêteur et d'un suppléant ;

Considérant qu'il y a lieu d'ouvrir une enquête sur la demande susvisée ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de l'Oise,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

Il est ordonné une enquête publique en vue de statuer sur la demande présentée par la société SYMEO.

Le préfet de l'Oise est l'autorité compétente pour prendre par arrêté la décision relative à la demande susvisée.

Toute information peut être demandée auprès de M. Didier Courboillet, président de la société SYMEO, ou à la direction départementale des territoires, service de l'eau, de l'environnement et de la forêt, bureau de l'environnement, à Beauvais.

ARTICLE 2 :

Du 11 juillet 2011 au 11 août 2011 inclus, le dossier comprenant la demande et les plans des lieux concernant le projet restera déposé aux mairies de Villers-Saint-Sépulcre, Bailleul-sur-Thérain, Montreuil-sur-Thérain, Hermes, Berthecourt, Ponchon, Abbecourt, Warluis, Rochy-Condé, Bresles et à la direction départementale des territoires, bureau de l'environnement afin d'y être consulté, aux heures d'ouverture des bureaux, par toute personne intéressée.

Durant cette période, le public pourra formuler des observations sur un registre ouvert à cet effet à la mairie de Villers-Saint-Sépulcre et/ou adresser toute correspondance au commissaire enquêteur.

ARTICLE 3 :

Un avis au public est affiché aux frais du demandeur et par les soins des maires des communes de Villers-Saint-Sépulcre, Bailleul-sur-Thérain, Montreuil sur Thérain, Hermes, Berthecourt, Ponchon, Abbecourt, Warluis, Rochy-Condé, Bresles. L'affichage a lieu à la mairie ainsi que dans le voisinage de l'installation projetée, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique, de manière à assurer une bonne information du public. L'accomplissement de cet affichage est certifié par le maire de chaque commune où il a lieu.

Cet avis, qui doit être publié en caractères apparents, précise la nature de l'installation projetée, l'emplacement sur lequel elle doit être réalisée, les dates de l'ouverture et de clôture de l'enquête publique et que la décision susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure est une autorisation assortie du respect de prescriptions ou un refus. Il indique le nom du commissaire enquêteur et fait apparaître les heures où ce dernier recevra les observations des personnes intéressées ainsi que le lieu où il pourra être pris connaissance du dossier.

Le même avis, ainsi que les résumés non techniques de l'étude d'impact et de l'étude de dangers, sont publiés sur le site internet de la préfecture de l'Oise dans les mêmes conditions de délai que celles prévues pour l'affichage (www.oise.gouv.fr).

L'enquête est également annoncée, quinze jours au moins avant son ouverture, par les soins du préfet et aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Les conseils municipaux des communes précitées devront émettre leur avis, dès l'ouverture de l'enquête, et au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture du registre d'enquête.

ARTICLE 4 :

Madame Catherine Floirat est désignée en qualité de commissaire enquêteur pour procéder à l'enquête publique. Monsieur Noël Vandeveldé est désigné en qualité de suppléant de Madame Floirat.

Madame Catherine Floirat sera présente à la mairie de Villers-Saint-Sépulcre, aux jours et heures suivants :

- lundi 11 juillet 2011, de 16 à 19 heures,
- mardi 19 juillet 2011, de 14 à 17 heures,
- lundi 25 juillet 2011, de 16 à 19 heures,
- samedi 6 août 2011, de 9 à 12 heures,
- jeudi 11 août 2011, de 16 à 19 heures.

Elle annexera au registre sur lequel seront consignées les observations ou oppositions, les déclarations écrites qui lui seront présentées ou adressées.

ARTICLE 5 :

Conformément aux dispositions en vigueur, le commissaire enquêteur peut décider la prolongation de l'enquête. Cette mesure doit être notifiée au plus tard huit jours avant la fin de l'enquête au préfet qui la fait porter à la connaissance du public.

Elle est portée à la connaissance du public au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête par un affichage réalisé dans les communes de Villers-Saint-Sépulcre, Bailleul-sur-Thérain, Montreuil-sur-Thérain, Hermes, Berthecourt, Ponchon, Abbecourt, Warluis, Rochy-Condé, Bresles ainsi que, le cas échéant, par tout autre moyen approprié, notamment la mise en ligne sur le site internet de la préfecture de l'Oise.

ARTICLE 6 :

Le commissaire enquêteur peut organiser une réunion publique. Il en informe l'exploitant et l'inspecteur des installations classées. Une copie du rapport établi à l'issue de la réunion publique par le commissaire enquêteur est adressée à l'exploitant dans les trois jours. L'exploitant dispose alors d'un délai de douze jours pour produire ses observations, s'il le juge utile.

ARTICLE 7 :

A l'issue de l'enquête, les personnes intéressées pourront prendre connaissance du mémoire en réponse du demandeur, du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur à la direction départementale des territoires, bureau de l'environnement et au secrétariat de la mairie de Villers-Saint-Sépulcre. Ces éléments seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de l'Oise pour une durée qui ne peut être inférieure à un an à compter de la décision finale.

ARTICLE 8 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, les maires de Villers-Saint-Sépulcre, Bailleul-sur-Thérain, Montreuil-sur-Thérain, Hermes, Berthecourt, Ponchon, Abbecourt, Warluis, Rochy-Condé, Bresles, le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 20 juin 2011



Nicolas DESFORGES

Destinataires

Monsieur le directeur de la société SYMEO

Mesdames et Messieurs les maires de Villers-Saint-Sépulcre, Bailleul-sur-Thérain, Montreuil-sur-Thérain, Hermes, Berthecourt, Ponchon, Abbecourt, Warluis, Rochoy-Condé, Bresles

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie

Monsieur l'inspecteur des installations classées
s/c de Monsieur le chef de l'unité territoriale de l'Oise de la DREAL

Madame Catherine Floirat, commissaire enquêteur

Monsieur Noël Vandavelde, commissaire enquêteur, suppléant de Mme Floirat

Monsieur le président du tribunal administratif d'AMIENS